

appartenu à un gang⁴⁹. En Colombie, le nombre de décès causés par des armes à feu chez les jeunes de moins de 18 ans a augmenté de 284,7 % entre 1979 et 2001⁵⁰.

La déclaration suivante de Casa Alianza (Covenant House de l'Amérique latine) à la Commission des droits de l'homme des Nations Unies, le 17 mars 2003, est peut-être l'un des comptes rendus les plus dramatiques de la violence armée contre les enfants :

« Plus de 50 enfants et jeunes de moins de 23 ans sont assassinés tous les mois au Honduras, un pays d'Amérique centrale d'à peine six millions d'habitants. Soixante pour cent des meurtres n'ont pas fait l'objet d'une enquête suffisante pour permettre d'identifier les assassins. Parmi les meurtriers identifiés, un tiers sont des policiers, un tiers des membres de gang et un tiers des membres du public qui, n'ayant pas confiance dans le système judiciaire, se sont fait justice et ont tué ceux qu'ils considéraient comme des criminels de la société⁵¹. »

Vu la facilité à obtenir des armes légères dans de nombreuses villes, des civils ordinaires, des membres de gang et des gardiens de sécurité privés sont souvent mieux armés que les forces de sécurité de l'État. Dans bien des villes, les armes sont achetées illégalement à bas prix, parfois auprès d'agents de sécurité de l'État actuels ou anciens⁵². Non seulement le nombre d'armes à feu détenues illégalement augmente-t-il dans un grand nombre de villes, mais on trouve dans les rues des armes encore plus meurtrières comme les fusils d'assaut, les mitrailleuses et les mitraillettes⁵³.

Les gangs et les cartels du crime organisé sont souvent fortement impliqués dans le trafic mondial des stupéfiants, qui aide à perpétuer la violence des gangs urbains en leur fournissant les fonds nécessaires pour acheter des armes à feu, offrir des pots-de-vin aux autorités et verser des salaires à leurs propres membres. Il y a un lien étroit entre la consommation accrue des drogues engendrant une dépendance et les explosions de violence causées par des affrontements entre des factions rivales qui cherchent à établir leur présence et se disputent le contrôle de réseaux très lucratifs⁵⁴.

Exclusion, évasion et éviction

Les bidonvilles sont la manifestation physique des disparités sociales et économiques dans les villes, et ils rappellent le caractère impromptu et imprévu de l'urbanisation rapide. Les personnes qui vivent dans ces milieux font souvent face à la stratification sociale et à l'exclusion territoriale, qu'on associe à des niveaux élevés de violence⁵⁵. C'est dans les régions de la planète où les inégalités de revenu sont les plus grandes — en Afrique et en Amérique latine — qu'on trouve également les taux d'homicide et de violence les plus élevés⁵⁶. À São Paulo, les taux d'homicide les plus élevés s'observent dans les districts où la ségrégation territoriale est la plus marquée⁵⁷. Au Caire, la croissance rapide des bidonvilles occupés par des migrants au milieu des années 90 a provoqué des affrontements violents entre les groupes de militants islamistes et l'État égyptien⁵⁸.

Un régime foncier incertain peut mener à l'expulsion et la dépossession des citadins les plus vulnérables. C'est là une source immédiate et omniprésente d'insécurité humaine pour les habitants des bidonvilles.

Le logement dans les bidonvilles échappe généralement à la réglementation de l'État. En se livrant à l'évasion fiscale et en contournant les systèmes de réglementation, que ce soit ou non de façon délibérée, les habitants des bidonvilles n'ont pas de statut officiel dans la ville et ne sont donc pas considérés comme ayant droit aux services municipaux, y compris les services de sécurité. C'est là un autre facteur qui peut atténuer l'incitation de l'État à assurer la sécurité publique, en particulier dans ces secteurs. Un régime foncier incertain peut aboutir à des évictions forcées et à la dépossession parmi les citoyens pauvres les plus vulnérables; en plus d'être une atteinte aux droits humains⁵⁹, il compte parmi les sources les plus immédiates et les plus omniprésentes d'insécurité humaine pour les habitants des bidonvilles. À Mumbai, par exemple, les autorités qui cherchaient des terrains pour des projets de développement d'infrastructure ont incendié des quartiers de bidonvilles entiers et ont eu recours à des tactiques violentes contre les